

suédoise Quatre partenaires « fiers » du compromis

Après 135 jours depuis les élections, 51 jours de vraies négociations depuis le 18 août, et une dernière réunion de... 28h30, les quatre partis ont réussi leur pari : un gouvernement de centre-droit ou de droite, c'est selon. Et soudé par la volonté de gouverner sans les PS.

Fatigués, les présidents de parti ont toutefois sacrifié, peu ou prou, mardi soir, à l'exercice de com' face caméra. Charles Michel a assuré le direct dans les JT francophones, après de premières déclarations avec son co-formateur Kris Peeters devant les journalistes faisant le pied de grue devant la Chambre. Tout cela pour confirmer la conclusion d'un accord global sur le budget et le socio-économique. Charles Michel parle d'un gouvernement qui « viendra en aide aux familles, renforcera la compétitivité et entreprendra les réformes qui s'imposent ». Il appelle à un « partenariat avec tous les acteurs sociaux qui le souhaiteront, qui voudront prendre eux aussi leurs responsabilités ». Le message s'adresse tout spécialement aux syndicats, déjà sur pied de guerre.

Dernière confirmation de Charles Michel : oui, il sera Premier ministre, « l'ensemble des partenaires m'ont demandé

d'exercer la fonction ». Casting MR : Didier Reynders officiera bien comme vice-Premier, aux côtés de Kris Peeters (CD&V), Jan Jambon (N-VA) et, vraisemblablement, d'Alexander De Croo (VLD). On aura droit à une équipe de 14 ministres et 4 secrétaires d'Etat : 6 ministres MR plus le Premier ministre, 3 N-VA, 2 CD&V, 2 VLD ; ajoutez 2 secrétaires d'Etat N-VA, 1 CD&V, 1 VLD. Le casting général a fait l'objet de discussions à la table de la suédoise. On avance. La composition du gouvernement sera connue dans les prochains jours.

En attendant, les partenaires, on l'a dit, justifient tous l'accord. Le leader de la N-VA n'est pas en reste. Bart De Wever s'est exprimé longuement à la VRT, dans l'émission *Ter Zake* mardi soir, pour défendre « un accord de rêve » dont il se dit le « co-architecte ». Il empile les chiffres : « Nous sommes parvenus à diminuer la pression fiscale globale de 400 millions d'euros. Tout en réalisant 8 milliards d'économies structurelles, sans trucs et ficelles. A cet effort, s'ajoutent 3,5 milliards d'euros pour doper la compétitivité et diminuer, à concurrence de 900 millions, les charges qui pèsent sur les gens qui travaillent. Un autre milliard a été dégagé pour augmenter les plus petites

pensions et les allocations les plus basses. Nous allons transformer ce pays sans ouvrir le robinet de la pression fiscale, mais en la diminuant de 400 millions. Je n'ai jamais connu cela de ma vie. C'est cela, la force du changement. »

Le président de la N-VA n'a pas caché qu'il y aura des « shifts » fiscaux, et que si des impôts seront en diminution, d'autres augmenteront : « Mais tous les euros que l'Etat prendra aux citoyens, il les lui rendra » assure-t-il. Mieux : « En 2018, il bénéficiera d'une baisse globale des impôts de l'ordre de 400 millions. » Enfin, il a précisé, à son tour, qu'un accord était intervenu pour les actionnaires d'Arco dont l'épargne serait remboursée à hauteur de 40 % - un enjeu majeur pour le CD&V.

Les présidents du CD&V et du VLD, Wouter Beke et Gwendolyn Rutten, assureraient, eux aussi, le service après-vente, à *Reyers Laet*, en soirée à la VRT.

Tout roule ? L'article 195 de la Constitution qui permet de la réviser ? De Wever confie : « Nous n'en avons pas parlé jusqu'à présent, et je n'ai pas le sentiment qu'il y aura un gros problème dans la majorité dans les prochains jours... » La voie est libre pour la suédoise. ■

D.CI, Ma.D., D.V.

LE CALENDRIER

Palais royal, congrès de participation, et prestations de serment

Quelle séquence politique dans les prochains jours ? Ce mercredi matin, vers 8h30, Charles Michel et Kris Peeters, coformateurs, se rendent au Palais royal, pour « faire rapport », et annoncer la conclusion d'un accord. L'heure est matinale, mais inévitable. Car il a fallu caser l'audience entre... le canal Albert et le président du Kazakhstan ! Ce mercredi, l'agenda du Roi est en effet bien rempli : à 11 heures, il doit être à Lanay pour participer aux festivités organisées à l'occasion du 75^e anniversaire du canal

Albert, qui se poursuivent ensuite à Vroenhoven. Et en fin d'après-midi, Philippe sera de retour au Palais pour recevoir le président du Kazakhstan.

A l'issue de l'entretien avec les co-formateurs, le communiqué du Palais ne devrait pas encore adouber Charles Michel Premier ministre : pour cela, il faudra attendre les congrès de partis, l'accord sur le casting ministériel et la démission formelle de l'équipe Di Rupo. Mais Charles Michel pourrait tout de même sortir du Palais comme formateur unique. Ensuite, les quatre partenaires de la suédoise procéderont, mercredi, voire jeudi, à une dernière lecture des textes de l'accord socio-économique et budgétaire, ainsi que des chapitres « sociétaux ».

Dans la foulée, les partis de la nouvelle majorité fédérale tiendront leurs congrès de participation. La N-VA (il faudra emporter les deux tiers des voix) et le CD&V ont rendez-vous jeudi avec leurs militants, qui devront se prononcer sur l'accord de gouvernement. Le VLD se réunira jeudi ou vendredi (au Bozar). Idem pour le MR. Deux scénarios pour la prestation de serment du gouvernement au Palais royal : dès vendredi (si les congrès des partis ont tous eu lieu jeudi), sinon, lundi ou mardi prochain. Le matin dans ce dernier cas, car l'après-midi du 14 octobre, Charles Michel est attendu à la Chambre, pour son premier discours de politique générale. Ensuite, la législature suédoise pourra débiter.

D.CI ET MA.D.